



Trade Union
Advisory Committee
to the OECD
*Commission
syndicale consultative
auprès de l'OCDE*

Note sur la crise du coronavirus

Paris, 20 mars 2020

Avec la présente note, le TUAC souhaite fournir une brève description du déroulement de la crise du coronavirus, ainsi que des perspectives à venir. Entre autres, la note entend répondre aux questions suivantes: revenons-nous à un scénario de 2008? Quelles politiques ont été mises en place pour le combattre? Sont-ils suffisants pour soutenir l'économie à court et à long terme?

Résumé

La crise provoquée par le coronavirus se révèle plus profonde que prévu, ce qui conduit l'OCDE à réviser constamment à la baisse ses estimations de croissance.

Avant tout une urgence sanitaire, la crise du COVID-19 pose un dilemme aux décideurs politiques: des mesures rapides prises pour lutter contre la pandémie ont des effets négatifs sur l'économie, rendant les contre-politiques macroéconomiques moins efficaces pour contenir la récession. Les stratégies diffèrent: stratégies de suppression contre stratégies d'atténuation.

La crise économique a commencé comme une crise de l'offre, la Chine s'enfermant pour empêcher la propagation du virus ce qui en retour a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales. À mesure que le temps passe et que le coronavirus se propage à l'échelle mondiale, des mesures de confinement rigides étouffent la demande, transformant une crise de l'offre en une récession économique classique.

Certains secteurs, notamment dans les services, ne pourront pas compenser les pertes engendrées quoi qu'il advienne. Le tourisme, la restauration, l'hôtellerie, les transports aériens, maritimes et terrestres traversent des temps très difficiles et ne pourront pas absorber le choc de cette crise pour longtemps. Les conséquences sur le commerce et l'investissement en général pourrait se répercuter dans tous les secteurs et dans toutes les économies.

Les gouvernements réagissent par des mesures ciblées donnant la priorité aux entreprises, afin de préserver leurs niveaux de liquidité, tels que des systèmes de garantie de crédit et des reports d'impôts.

Du côté de l'emploi, les mesures comprennent l'introduction ou l'élargissement des régimes de chômage partiel, de congés maladie et parentaux. Ces mesures de protection des revenus et des emplois des ménages pourraient s'avérer insuffisantes.

En outre, la taille actuelle des interventions, d'environ 1% du PIB environ, n'est pas suffisante pour lutter contre l'impact négatif de la récession, qui pourrait facilement coûter jusqu'à 10% du PIB dans la plupart des économies touchées.

D'ici à la fin de l'année, et malgré les mesures prises pour soutenir les travailleurs et les entreprises, il faut s'attendre à une hausse massive de chômage et des conflits sociaux. Les marchés financiers, en pleine forme jusqu'à présent sur fond de politiques monétaires très accommodantes, font l'objet d'une brusque correction à la baisse et risquent de déclencher l'éclatement de la bulle de la dette des entreprises.

Cette crise est-elle similaire à celle de 2008? Il y a des similitudes dans l'urgence de la situation, mais des différences aussi et qui incitent au pessimisme. Hormis la politique monétaire, dont les marges de manœuvres sont limitées avec des taux d'intérêt proche de zéro:

- Il s'agit d'une crise qui s'étend de l'économie réelle au secteur financier, et non l'inverse;
- Les institutions du marché du travail sont (encore) moins protectrices qu'elles ne l'étaient en 2008;
- Les économies sont encore plus interdépendantes à travers les chaînes d'approvisionnement mondiales;
- Il y a aujourd'hui un manque de volonté pour la coopération internationale, ce qui compromet la capacité d'intervenir efficacement au niveau mondial pour lutter contre la crise.

Tout comme en 2008/2009, la crise pourrait voir la résurgence des opérations de renflouement (bailing out) et des controverses qu'elles créent.

À plus long terme, il est impératif de repenser et de réformer le modèle économique actuel.